



L'ESSENTIEL

DE L'ÉCO

Septembre 2026



À RETENIR CE MOIS-CI !



**Inflation sur un an
en août 2026 :**

2,4 %

L'inflation repart à la hausse en août

En août 2026, les prix ont augmenté de 0,7 % sur un mois, après + 0,6 % en juillet. Cette hausse s'explique par le rebond saisonnier des prix des produits manufacturés, notamment ceux de l'habillement et des chaussures (+7,3 %), consécutif à la baisse liée aux soldes d'été du mois de juillet. L'inflation des prix de l'énergie accélèrent (+3,4 %), tirés par ceux des produits pétroliers (+5,6 %). Les prix de l'alimentation croissent de 0,4 % en raison de l'augmentation de ceux des produits frais (+2,9 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,4 % (p.9 et p.31 des annexes). Cette accélération s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie (+16,7 %). Ainsi, les prix du carburant ont crû de 27,5 % et ceux du gaz de 14,3 % (p.33 des annexes). L'alimentation voit ses prix augmenter de 1,2 % mais ceux des produits frais croissent de 5,9 %, notamment les légumes frais à feuilles ou à tiges (salades, endives...+21,3 %) et les légumes frais à fruits (tomates, courgettes...+22,3 %).

Selon l'estimation provisoire de l'INSEE, l'inflation aurait atteint 3 % sur un an en septembre, une nouvelle fois tirée par une accélération de la hausse des prix de l'énergie et des produits frais.



**Dividendes versés par les entreprises
françaises au T2 2026 :**

61 milliards d'euros

Des dividendes exceptionnels versés par les entreprises françaises début 2026

Selon Janus Henderson, les principales entreprises françaises ont distribué 61 milliards d'euros de dividendes au deuxième trimestre 2026.

Cela place la France au premier rang européen et au deuxième rang mondial derrière les États-Unis (156 milliards d'euros).

Les entreprises françaises qui ont versé le plus de dividendes sont Sanofi, AXA et le groupe Bolloré avec respectivement 5, 4,9 et 4,2 milliards d'euros.

En ajoutant, les 3 milliards d'euros versés au premier trimestre, c'est donc 64 milliards d'euros de dividendes qui ont été distribués au premier semestre par les plus grandes entreprises françaises.

En comparaison, celles-ci avaient versé 74,2 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2024 (p.66 des annexes).



**Prévisions de croissance du PIB
en 2026 :**

0,5 %

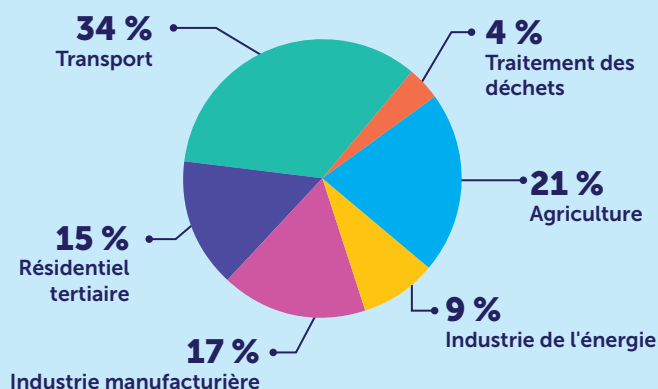
Le gouvernement revoit ses prévisions économiques

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour 2027, le gouvernement a ajusté ses prévisions économiques pour 2026 et 2027. Dans le sillage de l'INSEE et de la Banque de France, la croissance économique anticipée pour 2026 est revue à la baisse, à 0,5 %, contre 1 % prévu précédemment (p.4 et p.10 des annexes). Pour 2027, elle pourrait enregistrer un léger rebond, pour atteindre 1 %.

Ce ralentissement économique, dû en partie aux effets de la guerre au Moyen-Orient, conduit également le gouvernement à revoir sa trajectoire de finances publiques. Le déficit public pourrait être de 5,4 % du PIB en 2026, en hausse de 0,3 point par rapport à 2025. L'objectif affiché dans le PLF est une réduction à 5 % du PIB en 2027 (p.5 et p.17 des annexes). Dans le même temps, la dette publique grimperait à 119,3 % du PIB en 2026 et à 121,7 % en 2027.

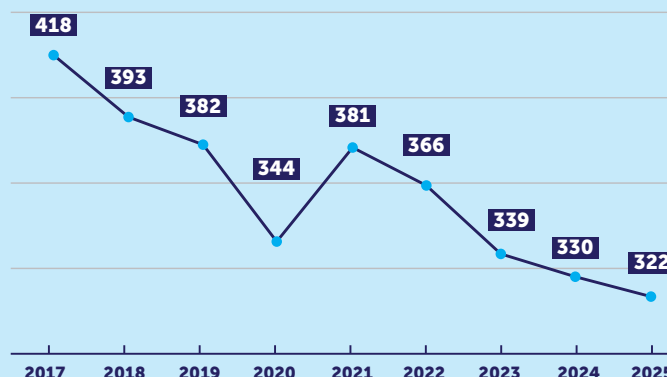
Après 0,9 % en 2025, l'inflation accélérerait à 2,1 % en 2026 et pourrait ralentir en 2027 à 1,8 % (p.8 et p.28 des annexes). Côté emploi, l'INSEE et la Banque de France anticipe une hausse du taux de chômage, à 8,6 % en fin d'année 2026 contre 8,3 % au second trimestre.

PART DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN FRANCE EN 2024 (EN %)



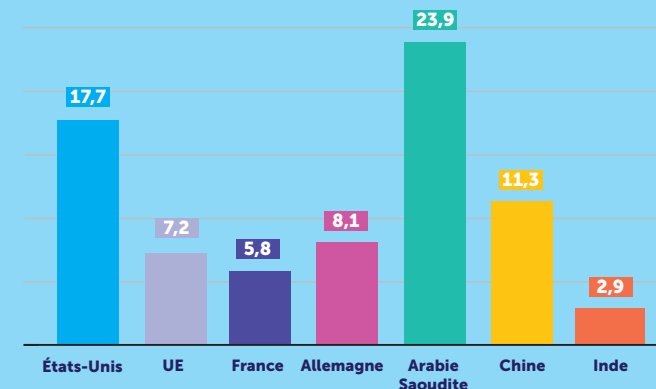
Source : SDES, 2025

ÉMISSIONS NETTES DE GES EN FRANCE (EN MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT CO2)



Source : CITEPA, 2026

ÉMISSIONS DE GES PAR HABITANT-E EN 2023 (EN TONNE ÉQUIVALENT CO2)



Source : SDES, 2025, pays et territoires choisis.

COÛTS LIÉS AUX DOMMAGES CLIMATIQUES (MONDE)

1 000 milliards de dollars¹
entre 2020 et 2024



CONSOMMATION D'EAU POUR LES DATA CENTERS DANS LE MONDE (2025)

4 500 milliards de litres²



JOUR DU DÉPASSEMENT³

Monde (2026) : **30 juillet** (+6 jours / 2025)

France (2026) : **24 avril** (+5 jours / 2025)

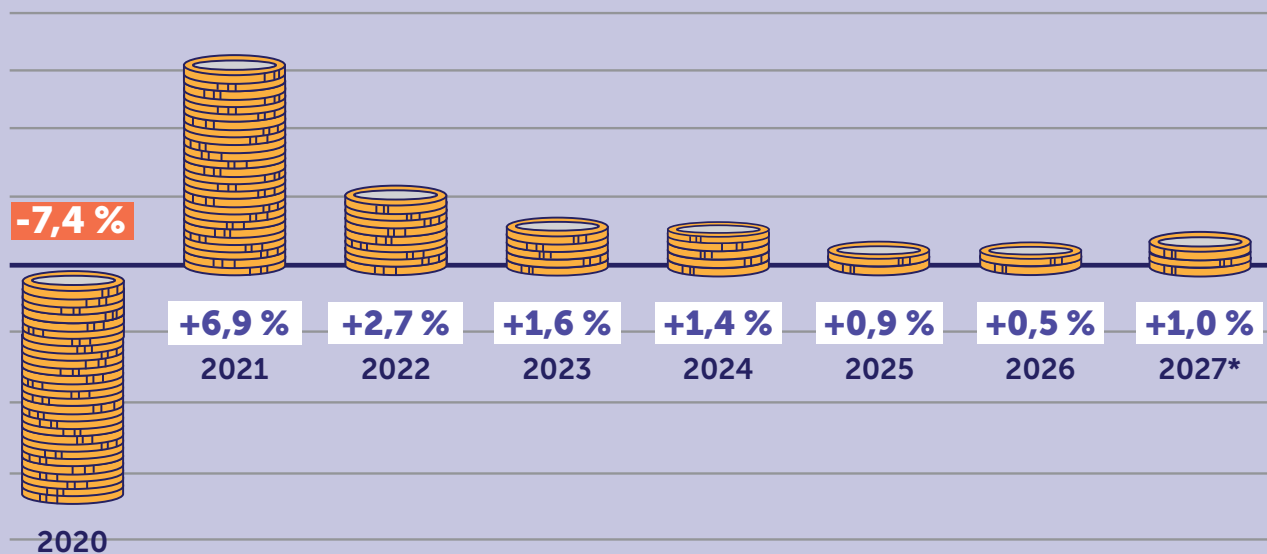
Source : Université des Nations-Unies, 2026

¹ Soit l'équivalent du PIB de la Suisse.

² Soit l'équivalent de la consommation annuelle d'eau potable en France.

³ Jour du dépassement : Jour à partir duquel l'humanité a consommé l'ensemble des ressources naturelles que la planète peut générer en un an.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB



PIB EN 2025



2 991,1 MILLIARDS
d'euros

TAUX DE CROISSANCE DU PIB



Zone euro
1,4 %



UE
1,5 %

2025

Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026

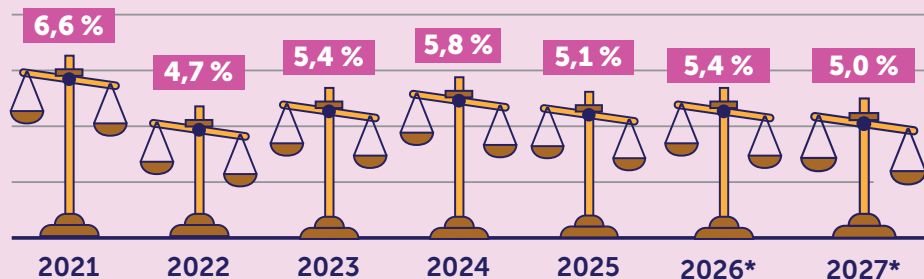
PIB = Produit Intérieur Brut

*Prévisions

COMPTES PUBLICS

pp.15-19 des annexes

DÉFICIT PUBLIC (EN % DU PIB)



2025



152,5 MILLIARDS
d'euros

SOLDE PUBLIC



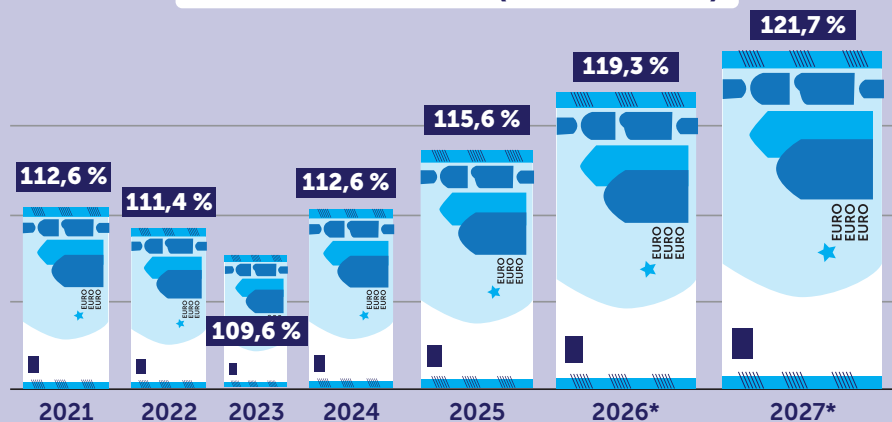
Zone euro
-2,9 %
du PIB



UE
-3,1 %
du PIB

2025

DETTE PUBLIQUE (EN % DU PIB)



2025



3 460,5 MILLIARDS
d'euros

DETTE PUBLIQUE



Zone euro
88,7 %
du PIB



UE
82,8 %
du PIB

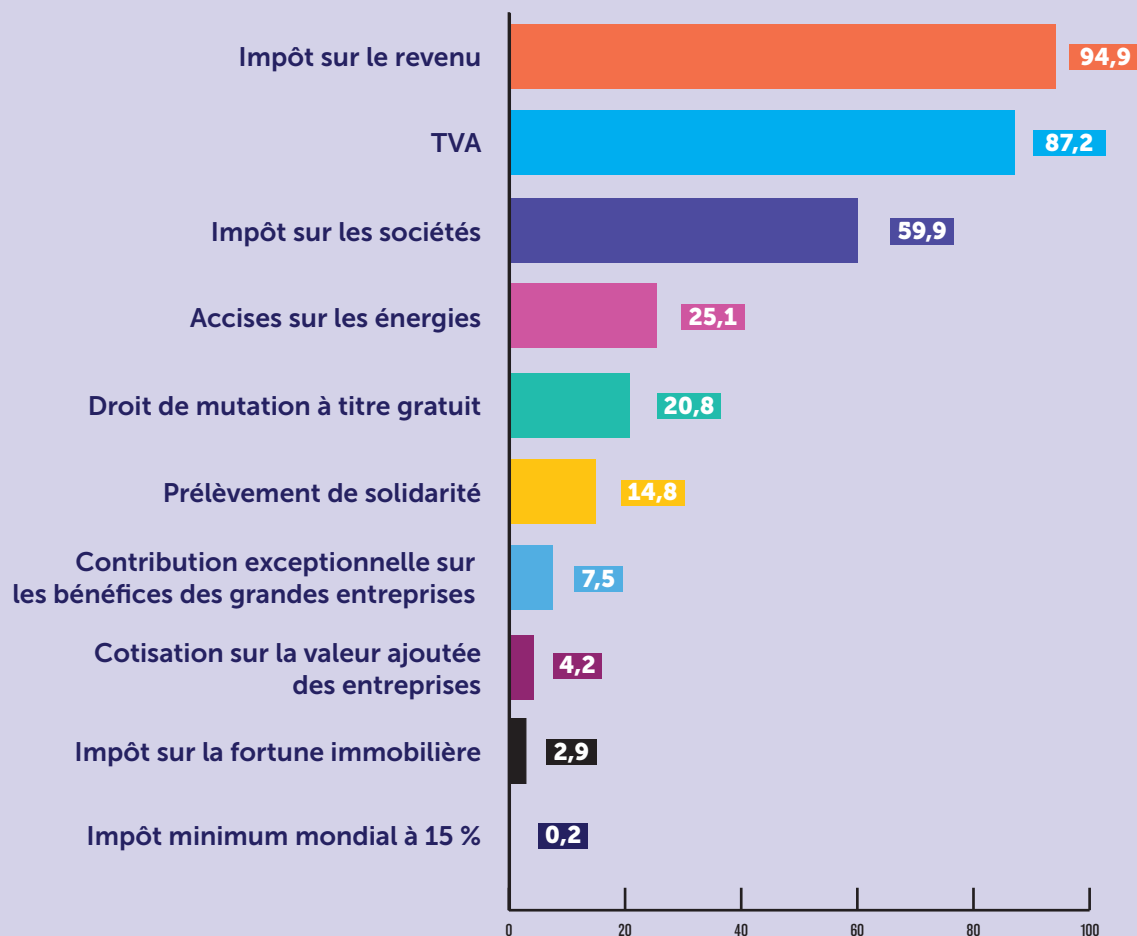
2025

Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026

*Prévisions

PRINCIPALES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT EN 2025

(EN MILLIARDS D'EUROS)

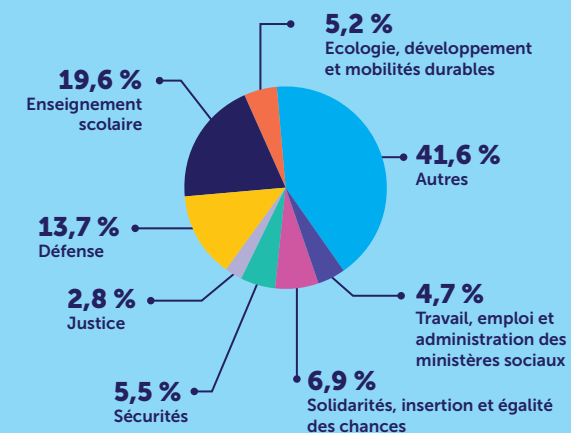


Source : LRGACA, 2026

Note : Nettes des remboursements et dégrèvements.

BUDGET DE L'ÉTAT PAR MISSION

EN 2025 (EN %)

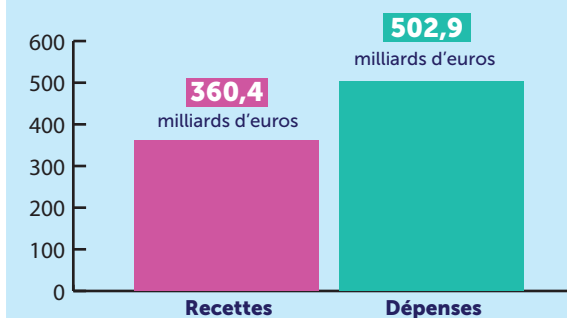


Source : LRGACA, 2026

Note : Crédits de paiement par mission en pourcentage des dépenses nettes de l'Etat (hors fonds de concours).

RECETTES ET DÉPENSES NETTES

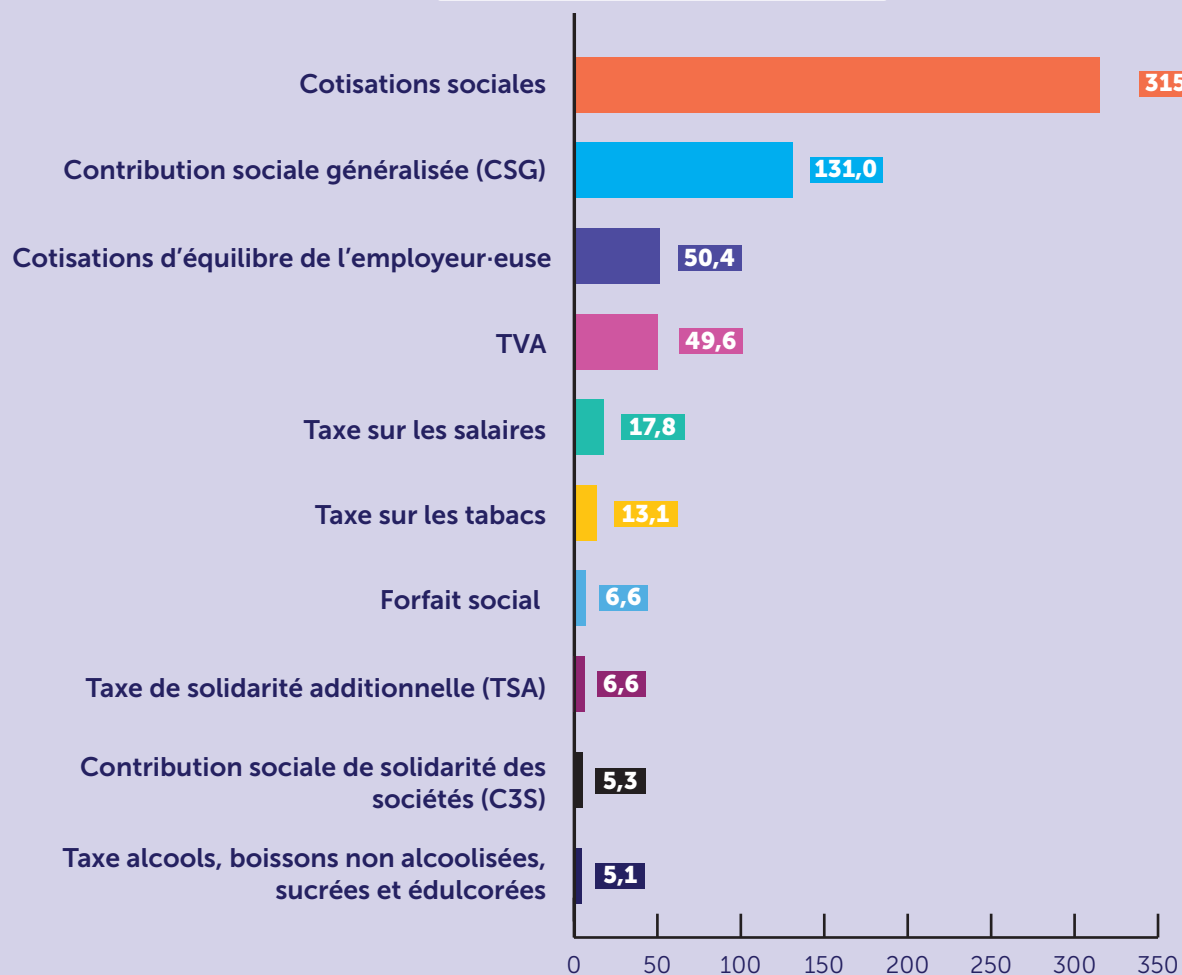
DE L'ÉTAT EN 2025



Source : PLF 2027, 2026

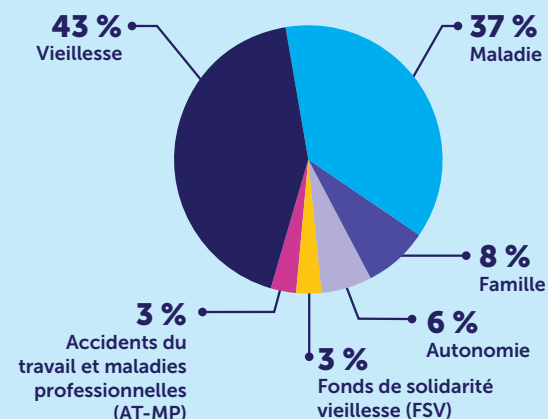
PRINCIPALES RECETTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN 2025

(EN MILLIARDS D'EUROS)



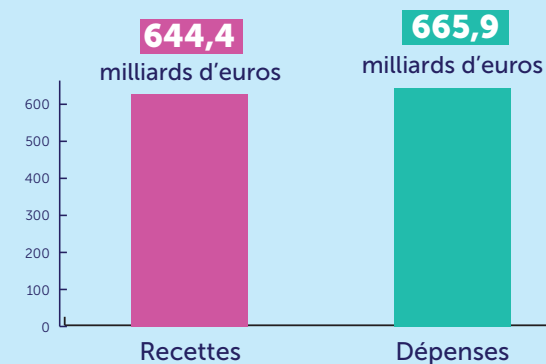
Source : CCSS, 2026

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 2025 (EN %)



Source : CCSS, 2026

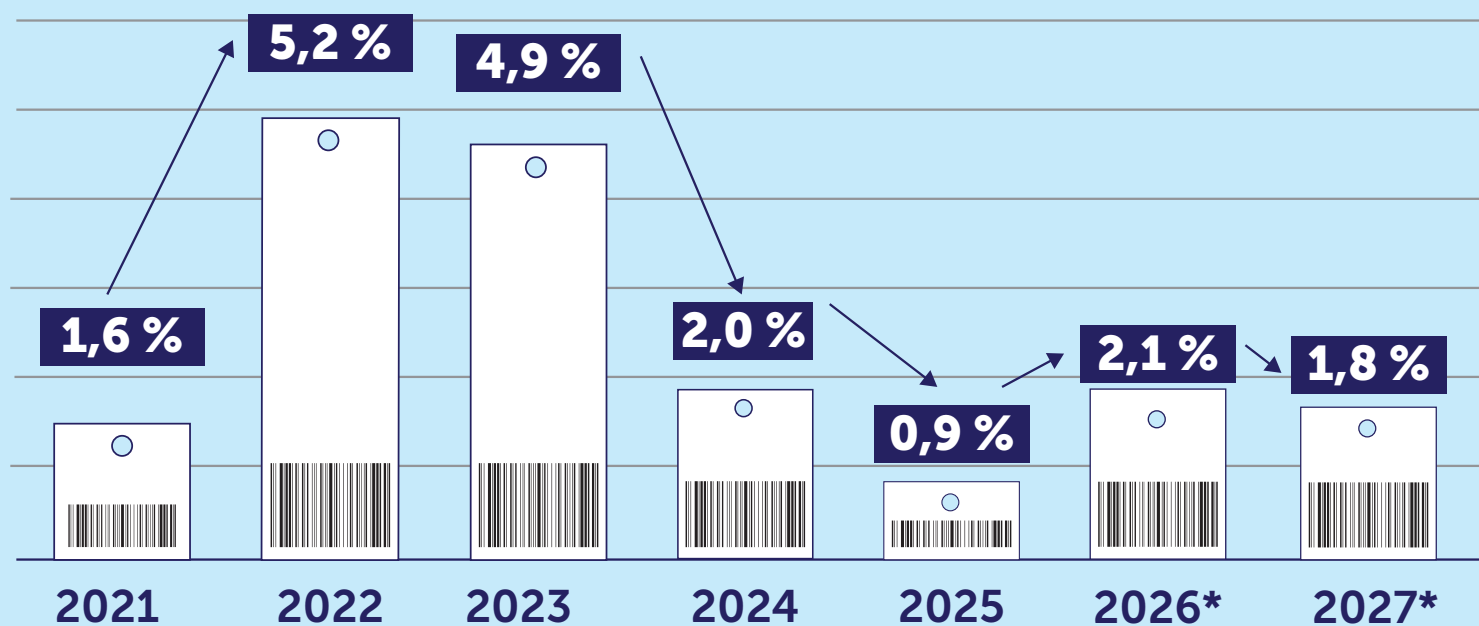
RECETTES ET DÉPENSES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DU FSV EN 2025



Source : CCSS, 2026

INFLATION

TAUX D'INFLATION (EN MOYENNE ANNUELLE)



Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026

*Prévisions

INFLATION



Zone euro

2,1 %



UE

2,5 %

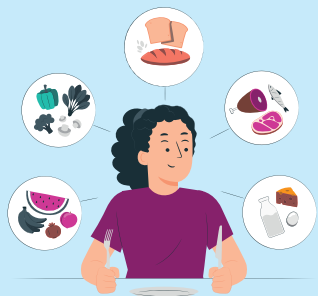
2025

INFLATION

pp.31-34 des annexes

Évolution des prix entre août 2025 et août 2026 **↑+2,4 %**

ALIMENTATION



+1,2 %

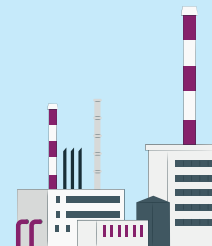
TRANSPORT




Dont
carburants :
+27,5 %

+7 %

LOGEMENT, EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES




Dont
gaz :
+14,3 %

+3,6 %

LOISIRS, SPORT ET CULTURE



-0,4 %

PROTECTION SOCIALE*



+3,1 %

ASSURANCE




Dont
transport :
+8,3 %


Dont
habitation :
+3,1 %


Dont
santé :
+1,1 %

+3,7 %

HABILLEMENT ET CHAUSSURES



-1,5 %

INFORMATION ET COMMUNICATION



+4,9 %

Source : INSEE, 2026

*La catégorie protection sociale de l'INSEE renvoie aux prix des services de garde d'enfants, des maisons de retraites pour personnes âgées et foyers pour personnes en situation de handicap et les services d'aides à domicile pour ces mêmes publics (cf. page 33 des annexes).

EMPLOI

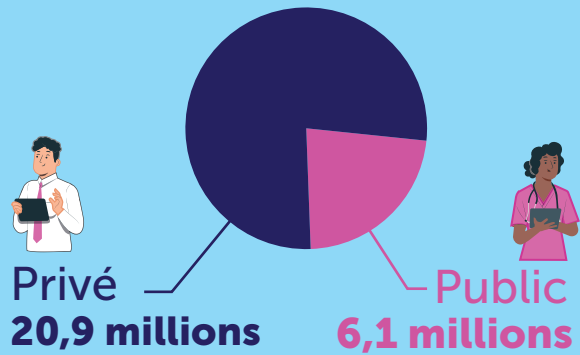
POPULATION ACTIVE

31,8 millions



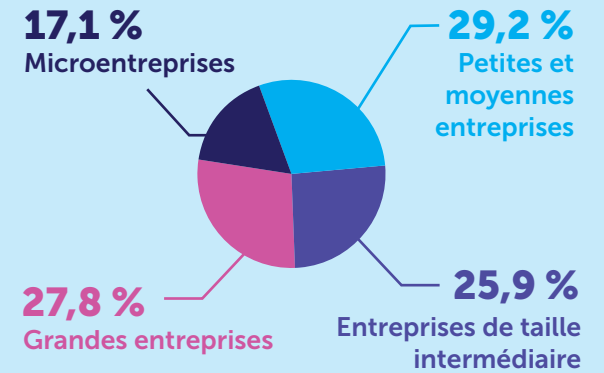
2025

SALARIÉ-ES



2025

SALARIÉ-ES PAR TAILLE D'ENTREPRISE



2023

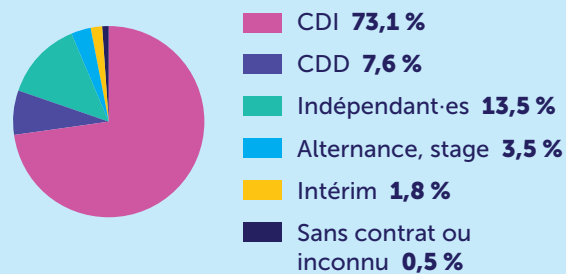
EMPLOIS NON-SALARIÉS



3,5 millions

2025

TYPE DE CONTRAT



2025

TEMPS PARTIEL



17,6 %
des personnes
en emploi

26,6 %
des femmes
en emploi

2025

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



TAUX DE CHÔMAGE

11,5 %



Hommes
12,2 %



Femmes
10,8 %

TAUX D'EMPLOI



41,4 %



Hommes
40 %



Femmes
42,7 %

2025

JEUNES (15-24 ANS)



TAUX DE CHÔMAGE

21,6 %



Hommes
21,2 %



Femmes
22,2 %

TAUX D'EMPLOI



33,8 %



Hommes
36,2 %



Femmes
31,3 %

T2 2026

SÉNIORS (55-64 ANS)



TAUX DE CHÔMAGE

5,2 %



Hommes
5,4 %



Femmes
5,1 %

2025

TAUX D'EMPLOI



62,1 %



Hommes
63,9 %

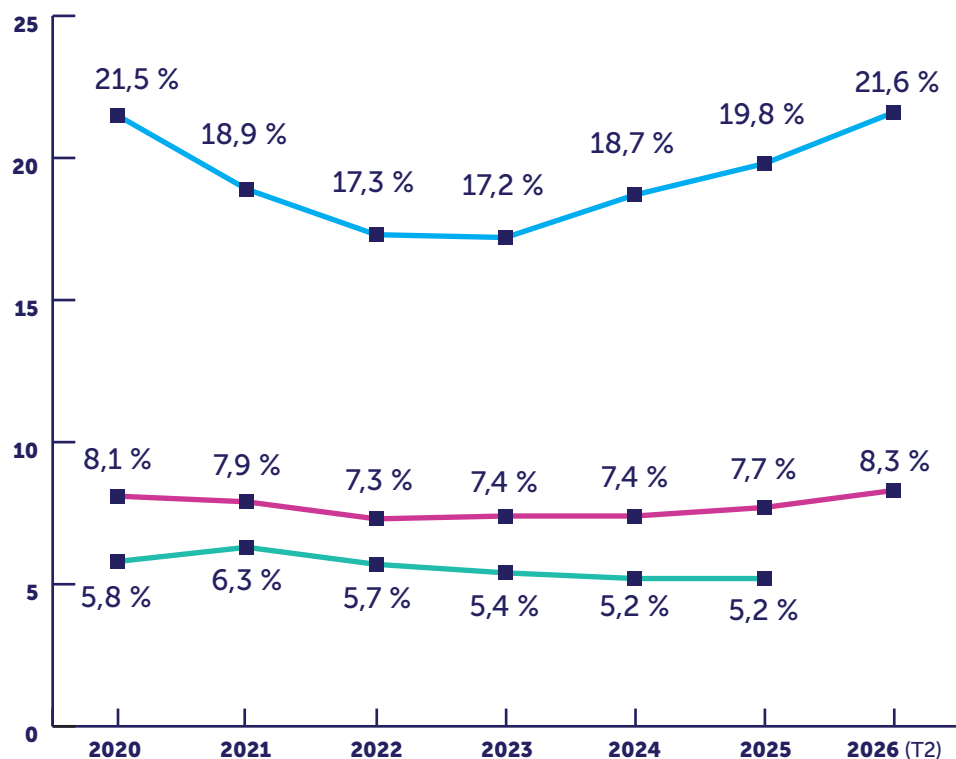


Femmes
60,4 %

T2 2026

TAUX DE CHÔMAGE

(moyenne annuelle, sauf mention contraire)



— Taux de chômage
— Taux de chômage des 15-24 ans
— Taux de chômage 55-64 ans

Sources : Commission européenne, INSEE, Dares, Unédic, 2026

*Prévisions

NOMBRE DE CHÔMEUR-EUSES

(T2 2026)

2,677 millions

Hommes
1,398 million

Femmes
1,279 million

NOMBRE DE DEMANDEUR-EUSES D'EMPLOI

(CATÉGORIE A - T2 2026)

3,323 millions

Hommes
1,712 million

Femmes
1,611 million

ALLOCATION CHÔMAGE MOYENNE NETTE



1 055 euros

T1 2026

PART DES DEMANDEUR-EUSES D'EMPLOI INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE



40,8 %

T1 2026

TAUX DE CHÔMAGE



Zone euro

6,3 %



UE

6,0 %

2025

Niveau de vie moyen	2 533 € en 2024
Niveau de vie médian	2 228 € en 2024



SEUIL DE PAUVRETÉ

(à 60% du niveau de vie médian)

1 337 € en 2024



TAUX DE PAUVRETÉ

15,4 %

9,8 millions de personnes en 2024 ont un niveau de vie inférieur à 1 337 euros mensuels



Hommes
14,9 %



Femmes
15,8 %

	HORAIRE	MENSUEL
SMIC brut	12,31 €	1 867,02 €
SMIC net	9,74 €	1 477,93 €

Au 1^{er} juin 2026

SALARIÉ·ES AU SMIC*

2,2 millions

Soit 12,4 % des salarié·es



24,5 %

des salarié·es
à temps partiel



59,2 %

de femmes



19,4 %

des salarié·es
des TPE

*Au 1^{er} novembre 2024, pour cette donnée et les suivantes

TAUX DE PAUVRETÉ



Zone euro

16,6 %



UE

16,2 %

2024

NIVEAU DE VIE MÉDIAN



Zone euro

1 980 €



UE

1 799 €

2024

FONCTION PUBLIQUE



point d'indice de la fonction publique*

4,92278 €

Salaires nets mensuels en 2023 dans la fonction publique

	STRUCTURE DES EFFECTIFS	SALAIRE MOYEN	SALAIRE MÉDIAN
Ensemble	100 %	2 652 €	2 378 €
<i>Fonction publique d'Etat</i>	42 %	2 886 €	2 682 €
<i>Fonction publique hospitalière</i>	22 %	2 842 €	2 431 €
<i>Fonction publique territoriale</i>	36 %	2 254 €	2 052 €
Femmes	65 %	2 552 €	2 334 €
Hommes	35 %	2 834 €	2 472 €

Source : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, 2025

Champ : France (hors Mayotte), y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, hors assistant-es maternel-les et familiaux, hors apprenti-es, hors internes et externes des hôpitaux publics.

*Base de calcul de la rémunération indiciaire des agent-es publics (fonctionnaires et contractuel-les). Sa dernière augmentation, équivalente à 1,5 %, remonte à juillet 2023.

SECTEUR PRIVÉ



Salaires nets mensuels en 2024

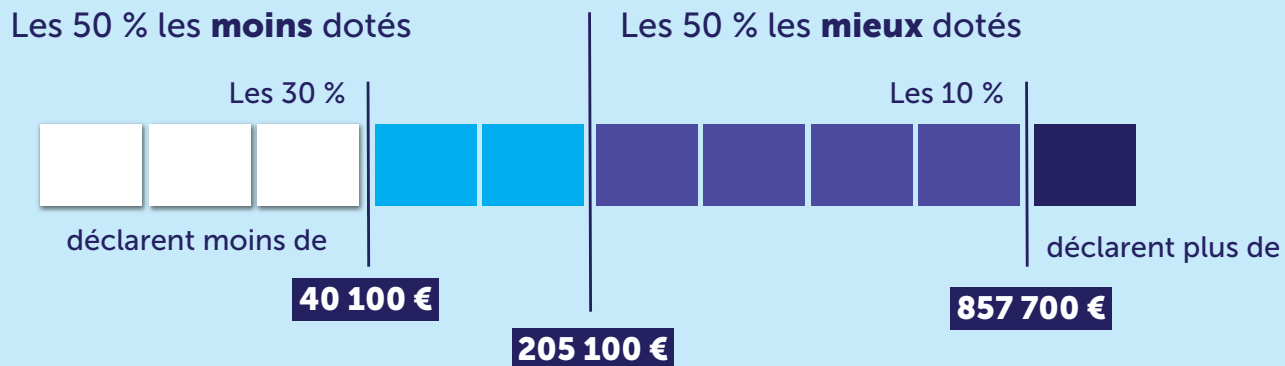
	STRUCTURE DES EFFECTIFS	SALAIRE MOYEN	SALAIRE MÉDIAN
Ensemble	100 %	2 730 €	2 190 €
Cadres	23,0 %	4 629 €	3 620 €*
Professions intermédiaires	20,6 %	2 633 €	2 360 €
Employé-es	27,9 %	1 941 €	1 730 €
Ouvrier-ères	28,6 %	2 051 €	1 830 €
Femmes	42 %	2 514 €	2 079 €
Hommes	58 %	2 891 €	2 281 €

Source : INSEE, 2025

Champ : France hors Mayotte, salarié-es du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprenti-es, stagiaires, salarié-es agricoles et salarié-es des particuliers employeurs.

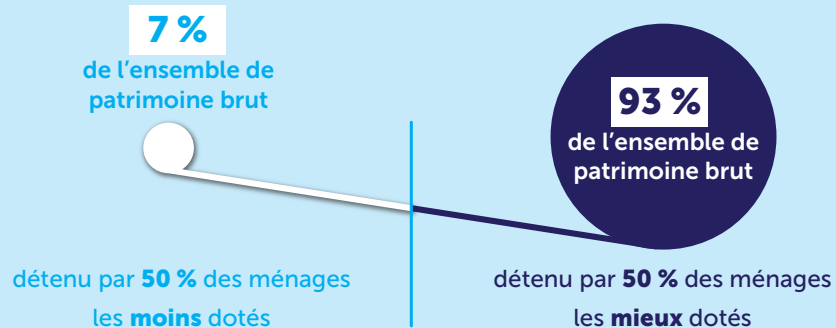
*2022 pour le salaire médian par catégorie socioprofessionnelle.

DÉCILES DE MONTANT DE PATRIMOINE BRUT EN 2024



Source : INSEE, 2025

UNE FORTE INÉGALITÉ DE LA RÉPARTITION DU PATRIMOINE



Source : INSEE, 2025

¹ Patrimoine résiduel : biens durables, voitures, bijoux, œuvres d'art...

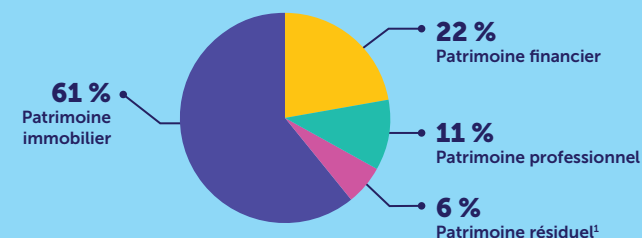
MONTANT MOYEN DE PATRIMOINE BRUT EN 2024



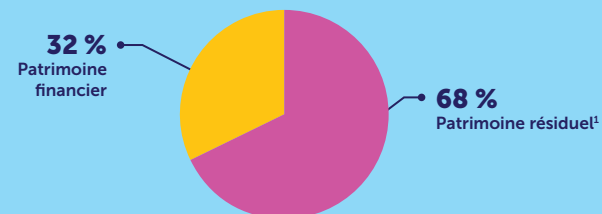
373 900 euros

MONTANTS DES DÉCILES DE PATRIMOINE BRUT EN 2014

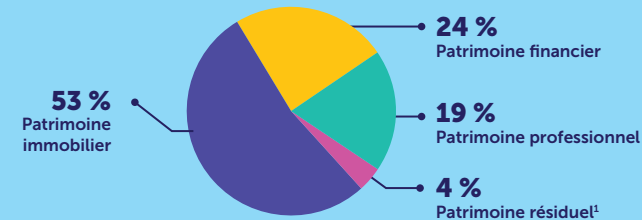
Ensemble des ménages



10 % les moins dotés



10 % les plus dotés



Source : INSEE, 2025

L'ESSENTIEL DE L'ÉCO



Pour nous contacter :

✉ eco.formpro@unsa.org

POUR ALLER PLUS LOIN ...

Retrouvez L'essentiel de l'éco sur internet :

<https://lien.unsa.org/essentieleco>

Vous pourrez consulter aussi les annexes, avec des données plus détaillées et d'autres indicateurs qui pourront vous intéresser.

Pour suivre l'actualité du secteur économie, emploi, formation professionnelle, c'est ici :

<https://www.unsa.org/thematiques/>

Et pour s'abonner à la newsletter "Transitions et parcours", [c'est ici !](#)